

PLUi-H

PLAN LOCAL
D'URBANISME
INTERCOMMUNAL
TENANT LIEU DE PROGRAMME LOCAL
DE L'HABITAT 2019



Aigrefeuille
Aucamville
Aussonne
Balma
Beaupuy
Beauzelle
Blagnac
Brax
Bruguières
Castelginest
Colomiers
Cornebarrieu
Cugnaux
Drémil-Lafage
Fenouillet
Flourens
Fonbeauzard
Gagnac-sur-Garonne
Gratentour
Lanaguet
Lespinnasse
L'Union
Mondonville
Mondouzil
Mons
Montrabé
Pibrac
Pin-Balma
Quint-Fonsegrives
Saint-Alban
Saint-Jean
Saint-Jorj
Saint-Orens-de-Gameville
Seilh
Toulouse
Tournefeuille
Villeneuve-Tolosane

Toulouse Aerospace Express - Connexion à la Ligne B (TAE-CLB)

Mise en compatibilité du PLUi-H de Toulouse Métropole

0 - Documents relatifs à la procédure

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Préfecture
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau de l'utilité publique

ARRÊTÉ

- déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation du projet Toulouse Aerospace Express (TAE),
- emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H) de Toulouse Métropole et du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Labège

Opération : Toulouse Aerospace Express (TAE)

Communes de : Blagnac, Colomiers, Labège et Toulouse

Maître d'ouvrage : Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine – Tisséo-collectivités

Mandataire du maître d'ouvrage : Société de la mobilité de l'agglomération toulousaine – Tisséo-ingénierie

LE PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE,
PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le schéma de cohérence territoriale de la grande agglomération toulousaine opposable approuvé le 16 mars 2012 et révisé le 27 avril 2017 ;

Vu le projet mobilités 2020.2025.2030 valant révision du plan de déplacements urbains de la grande agglomération toulousaine approuvé le 7 février 2018;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne approuvé pour la période 2016-2021 ;

Vu le plan de gestion des risques d'inondation Adour-Garonne adopté pour la période 2016-2021

Vu le plan de prévention des risques d'inondation de Toulouse approuvé le 20 décembre 2011 ;

Vu le plan de prévention des risques d'inondation Hers mort moyen approuvé le 21 janvier 2014 ;

Vu le schéma régional de cohérence écologique arrêté le 27 mars 2015 ;

Vu le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie approuvé le 29 juin 2012 ;

Vu le schéma départemental des carrières de la Haute-Garonne, approuvé le 10 décembre 2009 ;

Vu le plan climat énergie territorial de Toulouse Métropole adopté le 27 juin 2019 ;

Vu le plan climat énergie territorial de la communauté d'agglomération du SICOVAL adopté le 2 décembre 2019 ;

Vu le plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération toulousaine approuvé le 24 mars 2016 ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H) de Toulouse Métropole ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Labège ;

Vu le bilan du débat public organisé du 12 septembre au 17 décembre 2016 sur le tracé et les stations de la troisième ligne de métro ;

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine (SMTC)-Tisséo-collectivités du 29 mars 2017, prenant acte du débat public précité et décidant de poursuivre l'opération de création de la troisième ligne de métro ;

Vu la délibération du comité du SMTC du 5 juillet 2017 confiant mandat pour la réalisation opérationnelle du projet Toulouse Aerospace Express-Connexion à la ligne B (TAE-CLB) à la société de la mobilité de l'agglomération toulousaine-Tisséo-ingénierie ;

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine du 13 décembre 2017, approuvant le programme des pôles d'échanges multimodaux de Toulouse Aerospace Express ;

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine du 7 février 2018, approuvant le projet mobilités 2020-2025-2030, valant révision du plan des déplacements urbains de la grande agglomération toulousaine ;

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine du 28 mars 2018, approuvant le premier bilan du dispositif de participation et d'information du public du projet TAE ;

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine du 11 juillet 2018, approuvant la modification du programme de l'opération ;

Vu le bilan établi par le garant sur la concertation post-débat public de la 3ème ligne de métro et post concertation réglementaire du CLB et présenté au comité syndical de Tisséo-collectivités le 6 février 2019

Vu la délibération du comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine-Tisséo-collectivités du 6 février 2019, approuvant le dossier d'enquête publique unique et autorisant l'exécutif à requérir l'ouverture de l'enquête publique réglementaire ;

Vu le courrier du 7 février 2019, par lequel le président du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine-Tisséo-collectivités et le président-directeur général de la société de la mobilité de l'agglomération toulousaine-Tisséo ingénierie sollicitent l'ouverture de l'enquête publique réglementaire ;

Vu le dossier d'enquête unique du projet composé de deux opérations Toulouse Aerospace Express (3ème ligne de métro + Ligne Aéroport Express) et la Connexion Ligne B ;

Vu l'étude d'impact du projet, celle-ci valant également évaluation environnementale de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme précités ;

Vu les courriers du 13 février 2019, par lesquels le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, la région Occitanie, le département de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, la communauté d'agglomération du SICOVAL, le syndicat mixte d'études pour entreprendre et mettre en œuvre la révision du schéma de cohérence territoriale de la grande agglomération toulousaine, le syndicat départemental d'énergie de la Haute-Garonne, les communes de Blagnac, Colomiers, Labège, Ramonville-Saint-Agne et Toulouse ont été invités à rendre leur avis, dans le délai réglementaire de deux mois, sur le dossier d'enquête unique incluant l'évaluation environnementale réalisée sur le projet précité ainsi que sur les objets précités de l'enquête faisant l'objet du présent arrêté ;

Vu la décision de la présidente du tribunal administratif de Toulouse du 26 février 2019, désignant la commission d'enquête chargée de conduire l'enquête publique unique préalable aux déclarations d'utilité publique de chacune des deux opérations du projet « TAE-CLB » ;

Vu les avis rendus suite à la saisine précitée du 13 février 2019, qui ont été publiés sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne et versés au dossier d'enquête publique, de même que l'avis relatif à l'absence d'observations de la part de certaines des collectivités publiques ainsi saisies ;

Vu l'avis rendu par la mission régionale d'autorité environnementale le 11 avril 2019 et la réponse qui lui a été apportée par le maître d'ouvrage ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 17 mai 2019 au sujet de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'avérant nécessaire pour permettre de mener à bien le projet TAE-CLB, versé au dossier d'enquête unique ;

Vu l'avis favorable du préfet de la Haute-Garonne du 20 juin 2019 sur l'étude préalable relative à l'économie agricole du projet Toulouse Aerospace Express et de la Connexion ligne B soumise à la commission départementale de la préservation des espaces naturels agricoles et forestiers, qui a également émis un avis favorable le 9 mai 2019, en application de l'article D.112-1-21 du code rural et de la pêche maritime.

Considérant que les opérations précitées ont fait l'objet d'une enquête publique dans les conditions définies aux articles L.110-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, L et R 123-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que les modalités de l'enquête ont été arrêtées en concertation avec la commission d'enquête ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 avril 2019, portant ouverture d'une enquête publique unique préalable à la création d'une troisième ligne de métro, qui constitue l'opération dénommée « Toulouse Aérospace Express » (TAE) et d'une connexion à la ligne B du métro, qui constitue l'opération dénommée « Connexion ligne B » (CLB) et ayant pour objet : pour l'opération « TAE » : la déclaration d'utilité publique de l'opération, la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme (PLU) applicables pour les communes de Colomiers, Blagnac, Toulouse et Labège et du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUI-H), de Toulouse Métropole, la détermination des parcelles à déclarer cessibles ; pour l'opération « CLB » : la déclaration d'utilité publique de l'opération, la mise en compatibilité des PLU des communes de Labège et de Ramonville-Saint-Agne (pour cette dernière, du PLU actuellement en vigueur et de celui en cours de révision), la détermination des parcelles à déclarer cessibles ;

Vu les registres d'enquête unique déposés pendant toute la durée de la consultation aux lieux désignés à l'article 11 de l'arrêté précité du 17 avril 2019 ;

Vu le registre électronique accessible pendant toute la durée de la consultation depuis le site internet des services de l'État en Haute-Garonne ;

Vu le dossier soumis à enquête publique unique ;

Vu le rapport et les conclusions favorables, assorties, pour ces dernières, de réserves et de recommandations, rendus par la commission d'enquête chargée de mener l'enquête publique réalisée du 6 juin au 18 juillet 2019 pour les objets précités et publiés sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne le 11 octobre 2019 ;

Vu l'avis rendu par le ministère de la Transition écologique et solidaire le 14 novembre 2019, par application de l'article R 122-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la délibération n° D.2019.11.27.1.1 du 27 novembre 2019, par laquelle le comité du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine s'est prononcé, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général du projet TAE et sur les modifications qui ont été apportées pour prendre en compte les résultats de l'enquête sans altérer l'économie générale du projet ;

Considérant que le projet Toulouse Aérospace Express – Connexion de la ligne B (TAE-CLB) comporte la création d'une troisième ligne de métro interconnectée à une desserte de l'aéroport de Blagnac et de la zone aéroportuaire, qui constitue l'opération dénommée « Toulouse Aérospace Express » (TAE) et une connexion à la ligne B du métro, qui constitue l'opération dénommée « Connexion ligne B » (CLB).

Considérant que les liens étroits existant entre ces deux opérations ont conduit à organiser une seule enquête publique, mais que les spécificités de chacune d'entre elles nécessitent l'adoption d'une décision de déclaration d'utilité publique pour chacune d'entre elles ;

Considérant que les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération TAE présentent un caractère d'utilité publique, tel que justifié par le document annexé au présent arrêté et requis conformément aux articles L.122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et L. 122-1-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'opération nécessite, dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité prévue aux articles L.153-54 et suivants et R 153-14 du code de l'urbanisme, d'apporter au plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat de Toulouse Métropole et au plan local d'urbanisme de la commune de Labège les évolutions précisées en annexe au présent arrêté ;

Considérant, telles que prévues en annexe, les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets du projet sur l'environnement dont il est prévu la mise en œuvre ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1 – Sont déclarés d'utilité publique et urgents, conformément aux motifs et considérations exposés en annexe 1 et tels que soumis à enquête publique et modifiés à la marge selon les termes de la déclaration de projet, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération Toulouse Aérospace Express (TAE) sur le territoire des communes de Blagnac, Colomiers, Labège et Toulouse.

Article 2 – Le syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, dans les formes

prescrites par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles ou portions d'immeubles nécessaires à la réalisation du projet susvisé.

Les emprises expropriées des immeubles soumis au régime de la copropriété seront, conformément à l'article L.122- 6 du code précité, retirées de la propriété initiale.

Article 3 – La présente déclaration d'utilité publique deviendra caduque à l'expiration d'un délai de 5 ans à compter de la publication du présent arrêté. Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans ce délai.

Article 4 – La présente déclaration d'utilité publique emporte approbation de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de programme local de l'habitat de Toulouse Métropole et du plan local d'urbanisme de la commune de Labège, selon le détail et la consistance exposés en annexe 1 du présent arrêté.

Le dossier de mise en compatibilité est consultable à la préfecture de la Haute-Garonne et au siège du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 5 – Sans préjudice de l'application des réglementations et polices particulières opposables à l'opération et conformément aux dispositions des articles L122-1-1 du code de l'environnement et L122-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le maître d'ouvrage est tenu de mettre en œuvre les mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine précisées en annexe 2 du présent arrêté. L'inobservation de ces mesures est passible des sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 et suivants du code de l'environnement.

Il sera, en outre, tenu de mettre en œuvre les mesures de compensation collective prévues par les articles L 112-1-1, L 112-1-3 et D 112-1-18 à 22 du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 – L'étude d'impact, comprenant notamment les mesures destinées à éviter, réduire et compenser les incidences du projet sur l'environnement, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme applicables aux communes de Blagnac, de Colomiers, de Labège et de Toulouse et l'avis rendu par l'autorité environnementale le 11 avril 2019 resteront consultables à la préfecture de la Haute-Garonne et au siège du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine.

Il en va de même pour le dossier de mise en compatibilité du PLUi-H de Toulouse Métropole et du plan local d'urbanisme de la commune de Labège.

Article 7 – Le présent arrêté sera affiché pendant le délai d'un mois au siège du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine, de Toulouse Métropole et de la communauté d'agglomération du SICOVAL ainsi qu'aux mairies de Blagnac, Colomiers, Labège et Toulouse.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la Haute-Garonne.

Le présent arrêté sera, en outre, inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État de la Haute-Garonne et publié sur le site dédié à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr/TAECLB>

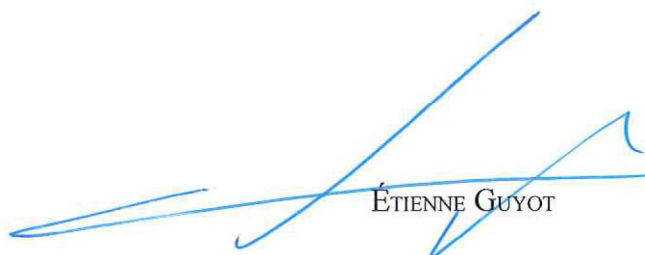
Article 8 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.
- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Ce recours contentieux peut être adressé par voie postale ou par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <https://www.telerecours.fr>

Article 9 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, les services en charge de la police de l'environnement, le président du syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine-Tisséo-collectivités, le président de Toulouse Métropole, le président de la communauté d'agglomération du SICOVAL, les maires de Blagnac, de Colomiers, de Labège et de Toulouse et le président-directeur général de la société de la mobilité de l'agglomération toulousaine-Tisséo-ingénierie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulouse, le **- 7 FEV. 2020**



ÉTIENNE GUYOT